REVUE FRANÇAISE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

RFAP

2016

N° 157

Simplifier l'action publique ?

l'ena
ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION

CENTRE D'EXPERTISE ET DE RECHERCHE ADMINISTRATIVE

REVUE FRANÇAISE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

SOMMAIRE DU N° 157

0 8 MAYO 2017

SIMPLIFIER L'ACTION PUBLIQUE ?

Dossier thématique sous la responsabilité d'Annie Bartoli, Jacques Chevallier et Gilles Jeannot

Introduction au dossier thématique

La simplification des formes et modalités de l'action publique : origines, enjeux et actualité 7
M^me^ Annie BARTOLI, professeur de sciences de gestion à l'Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, MM. Gilles JEANNOT, directeur de recherche à l'École des Ponts Paristech et Fabrice LARAT, directeur du Centre d'expertise et de recherche administrative à l'École nationale d'administration

I – Politiques

Les perceptions du « Choc de simplification » par les acteurs impliqués dans cette démarche 23
M^me^ Samia KHENNICHE et M. Xavier PIERRE, chercheurs à l'Université de Lyon III Jean Moulin

Spectres du Léviathan : l'État à l'épreuve de la simplification administrative (2006-2015) 33
M. Fabien GÉLÉDAN, adjoint au chef du service de la formation des élèves de l'École nationale d'administration, Strasbourg

La simplification en République fédérale d'Allemagne 49
M. Stephan NAUNDORF, membre de l'unité Mieux légiférer, Chancellerie fédérale d'Allemagne, Berlin

La régulation et le contrôle administratif : le cas de la Bulgarie 57
M. Antoniy GALABOV, professeur de sociologie politique à la Nouvelle Université Bulgare

II – Instruments

Moderniser un droit moderne ? Origines et significations de la simplification de l'action publique environnementale 67
M^me^ Cécile BLATRIX, professeure de science politique, AgroParisTech/Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement

La simplification de l'action publique en matière fiscale 83
M^me^ Polina KOURALEVA-CAZALS, maître de conférences en droit public à l'Université de Paris Ouest Nanterre

L'objectif de simplification dans les réformes territoriales récentes : l'exemple de la clause de compétence générale 95

M. Noé GÉRARDIN, doctorant contractuel à AgroParisTech/Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement

Téléconférence et visioconférence ou les paradoxes des outils de simplification des réunions 105
M^me^ Raluca IUGULESCU-LESTRADE, doctorante en science politique, Sciences-Po Toulouse

III – Pratiques

La simplification administrative à l'université : des processus sans anticipation systématique 117
MM. Thierry CÔME, maître de conférences habilité en sciences de gestion, Université de Reims-Champagne-Ardennes et Gilles ROUET, professeur en sciences de gestion, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Les simplifications instrumentales et processuelles : un dispositif de gestion des tensions de gouvernance publique à l'université 131
M. Laurent MÉRIADE, maître de conférences en sciences de gestion, Université d'Auvergne, IUT GEA

Facilitation de la mise en œuvre du droit et capacité d'action des fonctionnaires 145
M. Gilles JEANNOT, directeur de recherche à l'École des Ponts Paristech

Simplification : de la nécessité de se confronter aux usages 157
M^mes^ Françoise WAINTROP, adjointe au chef de service Stratégies interministérielles de réforme et Céline PELLETIER, cheffe de projet Atelier citoyen et *Nudge*, Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique

IV – Implications

La régulation de la simplification administrative 171
M. Frédéric COLIN, maître de conférences habilité de droit public à l'Université d'Aix-Marseille, Faculté de droit et de science politique

Simplifier le droit : du mythe de Sisyphe à l'horticulture juridique ? 183
M. Bertrand du MARAIS, conseiller d'État, chargé de cours à l'Université Paris-Ouest-Nanterre-La Défense

La simplification de l'action publique et la question du droit 205
M. Jacques CHEVALLIER, professeur émérite de l'Université de Paris II Panthéon-Assas

VARIA

Réflexions sur la gouvernance des programmes LOLF 215
M. André BARILARI, inspecteur général des finances honoraire

Les partenariats public-privé institutionnalisés : intérêts, limites et risques d'une structure hybride public-privé 223
M^me^ Julie de BRUX, chercheur associé à la Chaire économie des partenariats public-privé (EPPP) de l'Institut d'administration des entreprises de Paris, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne et M. Frédéric MARTY, chargé de recherche CNRS, Université de Nice Sophia Antipolis

CHRONIQUES

Chronique de l'administration 239
M^me^ Bénédicte DELAUNAY ; MM. Frédéric EDEL, Antoine FOUILLERON, Jean-François MONTEILS, Jean-Luc PISSALOUX et Didier SUPPLISSON

Chronique du secteur public économique 273
MM. André G. DELION et Michel DURUPTY

Chroniques de l'administration européenne 285
MM. François LAFARGE et Michel MANGENOT, M^me^ Eleftheria NEFRAMI

NOTES DE LECTURE

– Jacques CAILLOSSE, *L'État du droit administratif*
– Bernard GAZIER, Bruno PALIER, Hélène PÉRIVIER, *Refonder le système de protection sociale. Pour une nouvelle génération de droits sociaux*
– *L'Ena hors les murs*, numéros de septembre à décembre 2015

APPEL À CONTRIBUTIONS

Que votre manuscrit porte sur un sujet susceptible de s'inscrire dans un dossier thématique d'un numéro à paraître ou qu'il soit destiné à la rubrique varia, proposez-le à la *Revue française d'administration publique* (*RFAP*) en le déposant à l'adresse suivante : *http://www.editorialmanager.com/rfap*
Pour le détail des conditions de publication, voir la Charte éditoriale de la *Revue française d'administration publique* située en troisième de couverture et téléchargeable sur *ena.fr*